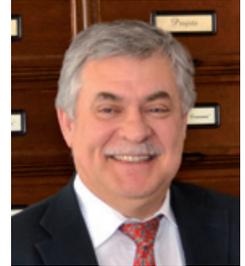


INTERVIEW

“Au lieu de faire front commun et prendre une décision concertée, Pictet et Lombard Odier ont décidé de lâcher leurs pairs et de faire cavaliers seuls.”



Marc R. STUDER

Président du Club des Gestionnaires Administrateur Patrimoine & Gestion SA

Le Monde Economique : Les banques privées Pictet et Lombard Odier, vont devenir à partir du 1er janvier 2014, des sociétés en commandite par actions (SCA). Quelle analyse faites-vous de cette décision ?

Marc Studer : Je comprends la nécessité, au stade où ils en sont, que des personnes jusqu'ici "indéfiniment responsables" défendent leurs intérêts. Mon incrédulité porte plutôt sur la manière de réagir. Au lieu de faire front commun et prendre une décision concertée, ces messieurs ont décidé de lâcher leurs pairs et de faire cavaliers seuls. Cela n'a pas vraiment plu dans la profession. Il est impératif que tous les métiers de la finance puissent faire corps, même si les intérêts des uns et des au-

tres sont parfois différents. Faute de quoi, on aura la peau de chacun, un par un.

Le Monde Economique : Désormais dans les banques privées traditionnelles, il n'y aura plus que des petits établissements tels les Mirabaud, Bordier, ou encore Gonet. Pensez-vous que ces petits établissements vont continuer avec la même structure juridique ?

Marc Studer : Difficile de rester le dernier, hors du lot, faute de risquer de concentrer sur soi toutes les foudres. Vraisemblablement, les derniers Banquiers privés vont devoir trouver une solution rapidement. Tout dépend aussi de l'origine de la clientèle de chaque établissement. La pression va



devenir cependant pour eux de plus en plus forte de fusionner. Ce serait dommageable pour la diversité du paysage bancaire suisse et pour la qualité du service qu'il entend offrir.

C'est pour cette raison notamment que Le Lobby des Citoyens se mobilise pour fédérer un maximum d'établissements et d'associations afin de tenter de refermer cette boîte de Pandore, ouverte le 13 mars 2009 par le Conseiller fédéral Hans Rudolf Merz, et dont les conséquences ont amené un véritable séisme sur la Place Financière suisse. Nous pensons qu'il faut rapidement amener le Gouvernement suisse à "Reprendre l'Initiative". C'est d'ailleurs le titre du projet que nous allons remettre prochainement au Président de la Confédération.

Le Monde Economique : Vous êtes assez critique envers la Suisse et aussi envers le secteur bancaire. Pourtant vous êtes gestionnaire de fortunes. Comme des banquiers privés, vous administrez une part des actifs financiers de vos clients. Que reprochez-vous au système financier actuel ?

Marc Studer : Les Gestionnaires de fortunes ne sont pas des banquiers puisqu'ils ne font que gérer les avoirs de clients déposés dans des banques. Mais ils relèvent de la même industrie et sont donc

solidaires avec les banquiers. Maintenant il faut faire une différence entre les grands établissements bancaires de la planète, sur lesquels je suis particulièrement sévère, car trop puissants ils se jouent des lois et des gouvernements (too big to fail dans le passé, too big to bail dans le futur et assurément too big to jail, au vu du peu de condamnations enregistrées). Et puis, il y a tous les autres établissements bancaires qui font correctement leur travail et qu'on veut accuser aujourd'hui de complicité, parce qu'il a été décidé de changer la définition du criminel et d'y inclure désormais toutes les personnes suspectées de simple soustraction fiscale.



“Tout d'abord, plus qu'une guerre de compétitivité, il faut réaliser qu'il s'agit d'une guerre économique féroce. Selon nous, Rubik est plus acceptable pour les banquiers que pour leurs clients.”

Le Monde Economique : Selon Beat Ammann, notre pays est au milieu d'une guerre de compétitivité et Rubik reste l'unique stratégie viable pour la Suisse en matière de fiscalité. Or vous défendez le contraire. Existe-t-il une alternative à Rubik ?

Marc Studer : Tout d'abord, plus qu'une guerre de compétitivité, il faut réaliser qu'il s'agit d'une guerre économique féroce. Selon nous Rubik est plus acceptable pour les banquiers que pour leurs clients. Nous avons eu l'occasion de nous en expliquer le 11 mars 2013, à Berne, devant des parlementaires à qui nous avons présenté notre alternative. Ce projet, nous avons voulu le confronter au préalable à des parlementaires italiens, à Rome, le 14 février 2013 et nous y avons reçu un accueil très enthousiaste.

Vous pouvez retrouver notre Alternative à RUBIK sur le site du Lobby des Citoyens, à la page (provisoire, le site étant en chantier) <http://www.patrigest.ch/LLDC-dossiers-fiscaux.php>.

Vous trouverez aussi nos arguments contre le projet RUBIK.

Le Monde Economique : L'acceptation par le peuple Suisse de l'initiative contre les rémunérations abusives ainsi que l'accord trouvé à Bruxelles sur le plafonnement des bonus dans les banques vont-ils dans le bon sens ?

Marc Studer : Je pense qu'il faut que les actionnaires se mobilisent et s'unissent pour exercer un vrai contrôle sur les Conseils d'administration qui sont souvent intéressés à ces hauts salaires et à ces bonus si généreux car ils en profitent aussi en partie. Je pense que les petites banques et les gestionnaires de fortune devraient collecter et réunir les voix d'actionnaires de leurs clients et les confier à des associations comme la Fondation Ethos pour les représenter aux assemblées. Il faut absolument créer un contre-pouvoir puissant. ■

